



A : Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République française

Le 17 février 2020,
Bruxelles,

Objet : Conseil européen du 20 février 2020

Monsieur le Président de la République,

À la veille du Conseil européen convié ce 20 février par Charles Michel sur le budget pluriannuel de l'Union, nous avons souhaité communément appeler votre attention sur les conséquences désastreuses que pourraient avoir sur nos territoires des baisses de la politique agricole commune et de la cohésion. Le rôle de la France est central et crucial dans la recherche d'un accord équilibré qui permette de porter les ambitions pour l'Europe.

Nous n'ignorons pas la difficulté que représente de trouver ce compromis entre les États Membres dans un contexte marqué par les contraintes budgétaires et le Brexit. Mais il ne pourrait être acceptable que le compromis qui se dégage s'opère dans le sacrifice de la politique agricole et tout particulièrement de la politique de cohésion, si importantes pour nos territoires.

Nous savons combien la politique de cohésion demeure cruciale pour la réduction des fractures territoriales à l'intérieur de l'UE comme au sein du territoire national ; et elle est plus que jamais une politique clef pour les défis à venir.

Le sommet européen de ce jeudi 20 février est un sommet historique. Au lendemain du retrait du Royaume-Uni, à l'heure où une nouvelle récession mondiale se prépare, à l'heure où les fractures sociales et territoriales ont bousculé la France, au moment où les transitions écologiques et économiques deviennent un impératif de survie planétaire, alors que partout les extrêmes droites se renforcent, l'Europe, plus que jamais, est à la croisée des chemins et ne peut se détourner de ses responsabilités.

Il n'y a pas de nouvelles politiques contre de vieilles politiques. Défaire la cohésion ou l'agriculture, ce sera défaire l'Europe. Et les nouvelles priorités politiques pour l'Europe ne peuvent être actées au détriment des fonds de développement mis au service de l'économie réelle des territoires.

Le budget européen que vous négociez pour les dix prochaines années ne doit pas être celui qui sera le symbole des baisses pour les collectivités locales, la formation, l'emploi et les agriculteurs. Votre responsabilité de chef d'État est engagée dans cette négociation et son issue, et vous seul représentez les intérêts de tout le pays durant celle-ci.

La proposition publiée ce vendredi n'est pas favorable aux régions françaises, et en particulier aux régions moins développées. Les méthodes d'allocation des ressources globales par État Membre laissent entrevoir de possibles baisses pour les Outre-mer et pour les régions françaises en transition (trois quarts des régions françaises). Les pays et les régions les plus riches paraissent les gagnants de ces arbitrages, cela n'est pas raisonnable et donc difficilement acceptable car injuste.

Le maintien des services publics, la transition écologique, les transitions économiques à opérer pour contrer la désindustrialisation et la dépopulation de certaines régions, la lutte contre la pauvreté urbaine, sont autant de défis qui s'avéreront difficilement relevable par les collectivités avec moins de fonds pour la cohésion et le développement rural.

Si un tel scénario devait se confirmer, les territoires et les citoyens les plus fragiles risquent de se trouver fragilisés plus encore. Et l'Europe manquera à ses devoirs premiers et risque de se distancier plus encore des citoyens européens.

Nous vous appelons à défendre à l'euro près les futurs budgets FEDER, FSE, FEADER, FEAMP, Interreg des régions françaises d'Outre-mer et des régions françaises en transition, qui ne pourront pas supporter de nouvelles baisses des dotations budgétaires dans le contexte actuel. Nous nous inquiétons aussi grandement de la diminution des taux de co-financements proposés pour toutes les catégories de régions. Et nous vous appelons à défendre un accès juste des régions françaises au futur mécanisme pour une transition juste.

Monsieur le Président de la République, l'Europe doit se doter d'un budget en capacité de financer ses ambitions quand celle-ci se trouve à la croisée des chemins. Faire preuve de frilosité ou ne pas avancer, c'est en réalité reculer. Et de surcroît, diminuer le budget de la cohésion, ce serait donner crédit à tous ceux qui combattent le projet européen. Pour toutes ces raisons nous comptons sur votre engagement, et vous pouvez être assuré de notre mobilisation pour accompagner la France dans ces efforts.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.



Younous Omarjee
Député européen
Président de la Commission du
développement régional



Renaud Muselier
Ancien Ministre
Président de Régions de France



Dominique Bussereau
Ancien Ministre
Président de l'ADF



François Baroin
Ancien Ministre
Président de l'AMF